



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

AGRICULTURE ET PECHE

ROYAUME-UNI, IRLANDE ET PAYS-BAS

UNE PUBLIATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°3 – 20 avril 2021

SOMMAIRE

Royaume-Uni

- Réouverture des restaurants : l'Angleterre passe une nouvelle étape du déconfinement
- Le gouvernement fixe les limites de captures de pêche provisoires en l'absence d'accord avec l'UE
- Redressement des exportations agroalimentaires en février mais les chiffres restent encore faibles

Irlande

- Malgré le Brexit et la pandémie, le secteur irlandais des produits de la mer a fait preuve de résilience en 2020 grâce à la recherche de nouveaux marchés
- Le trafic de fret repart à la hausse entre les ports du Pays de Galles et d'Irlande
- Les limites du fret aérien affectent les exportateurs irlandais
- Lutte contre l'antibiorésistance : arrêt volontaire de l'utilisation de la colistine en élevage

Pays-Bas

- La cours de justice de l'UE confirme l'interdiction de la pêche électrique
- JBS développe ses produits alimentaires à base de plantes grâce à l'acquisition de Vivera
- Selon un rapport de l'Université de Wageningen, la part de 25% d'aliments biologiques aux Pays-Bas n'est pas réaliste

ROYAUME-UNI

Réouverture des restaurants : l'Angleterre passe une nouvelle étape du déconfinement.

Les magasins non-essentiels, les pubs, bars et restaurants en extérieur, ainsi que les coiffeurs, spas, zoos, bibliothèques et salles de sports sont réouverts en Angleterre depuis le 12 avril. Les voyages en Angleterre sont à nouveau autorisés, ainsi que la réservation des logements de vacances. En Ecosse, les pubs et restaurants pourraient rouvrir le 26 avril, aucune date n'est encore fixée pour le Pays de Galle et l'Irlande du Nord.

Le gouvernement fixe les limites de captures de pêche provisoires en l'absence d'accord avec l'UE

Le Royaume-Uni a fixé les [limites de capture provisoires](#) pour les stocks partagés avec l'UE. Selon le communiqué de presse du DEFRA : « bien que des différences subsistent entre les deux parties, ces limites de capture reflètent les progrès réalisés dans les négociations jusqu'à ce jour ». Le Royaume-Uni indique qu'il : « reste ouvert aux échanges avec l'UE pour 2021 ». Le gouvernement a également précisé comment les quotas de pêche supplémentaires obtenus depuis la sortie de l'UE seront alloués à la flotte de pêche anglaise.

Redressement des exportations agroalimentaires en février mais les chiffres restent encore faibles

En février, les exportations britanniques de produits alimentaires vers l'UE sont restées bien en deçà des niveaux de l'année dernière, bien qu'elles se soient redressées après l'effondrement de janvier.

Les exportations de toutes les denrées alimentaires et d'animaux vivants se sont redressées pour atteindre 700 millions de livres sterling en février après avoir chuté à 400 millions de livres sterling au cours du premier mois de 2021, selon les nouveaux chiffres de l'ONS.

Toutefois, le Royaume-Uni avait exporté pour 900 millions de livres sterling de marchandises de ces catégories en février 2020, ce qui indique que les exportations sont toujours en baisse de 29 % depuis la sortie de l'UE.

Irlande

Malgré le Brexit et la pandémie, le secteur irlandais des produits de la mer a fait preuve de résilience en 2020 grâce à la recherche de nouveaux marchés

Bord Iascaigh Mhara (BIM) a publié son rapport annuel qui est disponible [ici](#). Selon ce rapport, malgré les défis posés par la pandémie mondiale de Covid-19 en 2020, le secteur des produits de la mer irlandais est resté résilient et s'est adapté aux importantes perturbations du marché auxquelles il a été confronté.

La valeur totale de l'économie irlandaise des produits de la mer en 2020 était légèrement inférieure à 1,1 milliard d'euros, en baisse de 12 % (-142 millions d'euros) par rapport à 2019. Cette baisse s'explique principalement par la forte perturbation des marchés mondiaux, le Brexit et la fermeture des restaurants. Alors que les exportations vers les principaux marchés d'Europe et d'Asie ont chuté, des opportunités sont apparues sur d'autres marchés mondiaux, la valeur des exportations vers l'Afrique ayant augmenté de 87 % et de 43 % vers le Moyen-Orient grâce à l'augmentation des exportations de maquereau.

Le trafic de fret repart à la hausse entre les ports du Pays de Galles et d'Irlande

Au cours du premier trimestre 2021, le trafic de fret entre l'Irlande et les ports de Holyhead et Fishguard a diminué de près de 50% par rapport au premier trimestre 2020. Toutefois, selon les derniers chiffres publiés par Stena Line pour la première semaine d'avril, cette baisse du trafic s'élève désormais à 28%. La compagnie a déclaré que plusieurs exportateurs recommencent à emprunter le landbridge. Le trafic de fret passant

par le port de Fishguard est toujours en baisse de 59% par rapport à l'année précédente, mais Stena Line anticipe une augmentation du trafic entre l'Irlande et Fishguard. A partir du 15 avril, la compagnie de ferries augmentera la fréquence de ses traversées entre Fishguard et Rosslare de 14 à 24 traversées par semaine.

Les limites du fret aérien affectent les exportateurs irlandais

Un récent rapport publié par *Freight Transport Association Ireland* a révélé que l'aéroport de Dublin traite 35% de tous les échanges commerciaux de l'Irlande en valeur. Les produits pharmaceutiques, les machines, le matériel de transport, l'agriculture et la pêche dépendent fortement du fret aérien en Irlande. D'après le ministre des Transports, Eamon Ryan, environ 60% de tous les marchandises expédiées par fret aérien sont transportées dans les soutes d'avions de passagers qui exploitent des services aériens réguliers. La réduction des services aux passagers pendant la pandémie a considérablement affecté l'activité des exportateurs irlandais qui utilisent le fret aérien pour vendre leurs marchandises à des clients étrangers, notamment dans les pays du Moyen-Orient et d'Asie.

Lutte contre l'antibiorésistance : arrêt volontaire de l'utilisation de la colistine en élevage

Dans le cadre de son plan national de lutte contre l'antibiorésistance, l'Irlande a mis en place un comité santé animal, qui regroupe les différentes parties prenantes impliquées. Le comité, qui comprend notamment Veterinary Ireland (équivalent de notre ordre des vétérinaires) et l'Irish Farmers' Association a publié une déclaration conjointe dans laquelle il annonce son intention de cesser l'usage de la colistine (antibiotique critique en médecine humaine) pour les productions animales.

PAYS-BAS

La cours de justice de l'UE confirme l'interdiction de la pêche électrique

Un recours des Pays-Bas, qui contestaient l'interdiction dans toute l'UE à partir de l'été 2021 de la pêche électrique a été rejeté jeudi par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). La justice européenne a estimé dans son arrêt que les Pays-Bas n'avaient pas démontré "le caractère inapproprié" de cette interdiction, décidée en 2019, et que Bruxelles disposait de toute façon d'un "large pouvoir d'appréciation" dans le domaine de la pêche, compétence exclusive de l'Union.

JBS développe ses produits alimentaires à base de plantes grâce à l'acquisition de Vivera

Le Brésilien JBS, leader mondial de la transformation de viande, a acquis le Néerlandais Vivera, spécialisé dans les substituts de viande vegans pour hamburgers, saucisses et shoarma, et numéro 2 en Europe dans ce secteur. La transaction représente 341 M€ et n'aurait pas de conséquence directe pour les 400 salariés aux Pays-Bas, répartis entre le siège et trois unités de

production ; Vivera sera maintenue comme une entité indépendante au sein de JBS.

Selon un rapport de l'Université de Wageningen, la part de 25% d'aliments biologiques aux Pays-Bas n'est pas réaliste

Les chercheurs de la *Wageningen University & Research* considèrent que l'objectif de la Commission de 25% de part des surfaces agricoles en agriculture biologique d'ici 2030 n'est pas réaliste pour les Pays-Bas. Aux Pays-Bas, l'agriculture biologique représente désormais 3,7% des terres. Le rapport souligne qu'il ne s'agit pas seulement de s'intéresser à l'offre mais aussi de stimuler la demande alors que la différence de prix entre le conventionnel et le bio restent très élevée (+30% en moyenne selon l'étude). A ce titre, les dispositifs mis en place il y a plus de vingt ans par le gouvernement néerlandais pour encourager les agriculteurs à passer au bio, sans stimuler la demande, avait conduit à une offre excédentaire et à des prix bas pour les agriculteurs biologiques. Les Pays-Bas exportant de nombreux produits agricoles, il est également important selon cette étude de suivre l'évolution de la demande de produits biologiques dans d'autres pays de l'Union européenne.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
Rédacteurs : Julie Poirot, Héroïse Pestel, avec l'appui des services économique de Londres, Dublin et La Haye

Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr